

**Memorial**  
des  
**Großherzogthums Luxemburg.**



**MEMORIAL**  
DU  
**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Erster Theil.**

**Acte der Gesetzgebung  
und der allgemeinen Verwaltung.**

**N<sup>o</sup> 36.**

**PREMIÈRE PARTIE.**

**ACTES LÉGISLATIFS  
ET D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE.**

**Montag, 30. December 1867.**

**LUNDI, 30 décembre 1867.**

**Königl.-Großh. Beschluß vom 28. December 1867, wodurch die zwischen dem Großherzogthum Luxemburg und Frankreich ausgetauschte Declaration in Betreff der Legalisation von Civilstandsacten genehmigt wird.**

Wir **Wilhelm III.**, von Gottes Gnaden König der Niederlande, Prinz von Oranien-Nassau, Großherzog von Luxemburg, *cc.*, *cc.*, *cc.*

Nach Einsicht der am 24. December 1867 seitens des Großherzogthums Luxemburg und Frankreichs unterzeichneten Declaration behufs Vereinfachung der Beglaubigung der von den Unterthanen eines dieser beiden Staaten zur Geschließung in dem andern vorzubringenden Schriftstücke;

Auf den Collectiv-Bericht Unseres Staatsministers, Präsidenten der Regierung, und Unseres General-Directors der Justiz, und nach Berathung der Regierung im Conseil;

Haben beschlossen und beschließen:

**Art. 1.**

Die vorermähnte Declaration ist genehmigt.

Dieselbe soll zur Vollziehung ins „Memorial“ eingerückt werden.

**Art. 2.**

Unser Staatsminister, Präsident der Regierung,  
**I.**

*Arrêté royal grand-ducal du 28 décembre 1867 approuvant la déclaration échangée entre Grand-Duché de Luxembourg et la France sujet de la légalisation de pièces de l'état civil.*

Nous **GUILLAUME III.**, par la grâce de Dieu Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassa Grand-Duc de Luxembourg, *etc.*, *etc.*, *etc.*;

Vu la déclaration signée à Paris le 24 décembre 1867 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la France, afin de simplifier la légalisation des pièces à produire par les sujets de l'un des deux pays, pour contracter mariage dans l'autre;

Sur le rapport collectif de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de l' Directeur-général de la justice, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.**

La déclaration dont il s'agit est approuvée.

Elle sera insérée au *Mémorial* à fin d'exécution.

**Art. 2.**

Notre

und Unser General-Director der Justiz sind, jeder in sofern es ihn betrifft, mit der Vollziehung dieses Beschlusses beauftragt.

Walferdingen den 28. December 1867.

Für den König-Großherzog:  
Dessen Statthalter im Großherzogthum,  
**Heinrich,**  
Prinz der Niederlande.

Der Staatsminister, Prä-  
sident der Regierung,  
E. Servais.  
Der General-Director  
der Justiz,  
Bannerns.

Durch den Prinzen:  
Der Secretär für die  
Angelegenheiten des  
Großherzogthums,  
G. d'Olimart.

ment, et Notre Directeur-général de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Walferdange, le 28 décembre 1867.

Pour le Roi Grand-Duc:  
Son Lieutenant-Représentant  
dans le Grand-Duché,

**HENRI,**  
PRINCE DES PAYS-BAS.

Le Ministre d'Etat, Pré-  
sident du Gouvernement,  
E. SERVAIS.  
Le Directeur-général  
de la justice,  
VANNERUS.

Par le Prince:  
Le Secrétaire  
pour les affaires  
du Grand-Duché,  
G. d'OLIMART.

### DÉCLARATION.

La proposition ayant été faite au Gouvernement de S. M. l'Empereur des Français par celui du Grand-Duché de Luxembourg, de simplifier la légalisation des pièces à produire par les sujets de l'un des deux pays pour contracter mariage dans l'autre,

Les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements respectifs, et considérant, d'une part, que l'utilité réciproque de la mesure dont il s'agit résulte de la contiguïté des territoires et de la fréquence des relations de voisinage, et, d'une autre part, que la similitude de législation et l'usage habituel d'une langue identique dans les actes publics, sont de nature à en faciliter l'application dans la pratique, ont arrêté d'un commun accord et déclaré ce qui suit :

Les actes à produire pour contracter mariage en France, par les sujets luxembourgeois, et dans le Grand-Duché de Luxembourg, par les sujets français, seront à l'avenir admis par les officiers de l'état civil des deux pays respectivement, lorsqu'ils auront été légalisés, soit par le président d'un tribunal, soit par un juge de paix ou son suppléant. Aucune autre légalisation ne sera exigée par l'officier de l'état civil, hormis le cas où il aurait lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites.

Le présent arrangement est conclu pour une période de cinq années, à compter de ce jour ; mais il sera renouvelé de plein droit et continuera d'être observé si aucune des deux parties n'a notifié une intention contraire, trois mois au moins avant l'expiration de ce terme.

Fait double à Paris, en l'Hôtel des affaires étrangères, le 24 décembre 1867.

(L. S.) JONAS.

(L. S.) MOUSTIER.